

REPUBLIQUE
FRANCAISE

Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées

DEPARTEMENT DE
L'OISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ARRONDISSEMENT DE
COMPIEGNE

Séance du 12 Novembre 2019

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE : 33
PRESENTS : 28
VOTANTS : 31

DATE DE CONVOCATION

06 novembre 2019

SECRETAIRE DE SEANCE

Annick DECAMP

L'an deux mille dix-neuf, le douze novembre à 19 heures, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées, légalement convoqué par courrier dématérialisé en date du 06 novembre 2019, s'est réuni dans la salle du Conseil municipal de la Mairie d'Estrées-Saint-Denis, 15, rue de l'Hôtel de Ville, 60190 Estrées-Saint-Denis, en séance publique, sous la présidence de Mme Sophie MERCIER, sa présidente.

Étaient présents : Robert **DUVIGNON** (commune d'Arsy), Gilbert **VERSLUYS** (suppléant de Georges **FIEVEZ**) (commune d'Avrigny), Jean-Louis **LUCAS** (commune de Bailleul-Le-Soc), Dominique **LE SOURD** (commune de Blincourt), Lionel **GUIBON** (commune de Canly), Hervé **COSME**, Laure **BRASSEUR** et Noël **LOIRE** (commune de Chevières), Brigitte **PARROT** (commune de Choisy-la-Victoire), Christophe **YSSEMBOURG** (commune d'Epineuse), Charles **POUPLIN**, Myriane **ROUSSET**, Véronique **CAVROIS**, Francis **MONFAUCON** et Pierre **GUDEFIN** (commune d'Estrées-Saint-Denis), Jean-Marie **SOEN** (commune de Francières), Ivan **WASYLYZYN**, Catherine **DONZELLE** et Michel **FLOURY** (commune de Grandfresnoy), Françoise **COUBARD** (commune de Hémévillers), Isabelle **FAFET** (commune de Le Fayel), Stanislas **BARTHELEMY**, Fabien **GENET** (commune de Longueil-Sainte-Marie), Annick **DECAMP** (commune de Moyvillers), Sophie **MERCIER**, Tanneguy **DESPLANQUES** et Maryline **GOSSART** (commune de Rémy), Annick **LEFEBVRE** (commune de Rivecourt).

Étaient absents : Marie-Rose **BUCAMP** (commune d'Estrées-Saint-Denis), Patrick **GREVIN** (commune de Montmartin).

Étaient absents représentés : Georges **FIEVEZ** (commune d'Avrigny).

Étaient absents, ayant donné pouvoir : Philippe **BASTIN** (commune de Estrées Saint Denis), Daniel **HIBERTY** (commune de Houdancourt), Brigitte **VASSEUR** (commune de Longueil-Sainte-Marie).

Pouvoirs :

Philippe BASTIN	à	Véronique CAVROIS
Daniel HIBERTY	à	Sophie MERCIER
Brigitte VASSEUR	à	Fabien GENET

DELIBERATION N°2019-11-2540

DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION DES COMMUNES
A L'EXCEPTION DES CHAMPS DE COMPETENCE ACTUELS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PLAINE D'ESTREES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les dispositions des articles L211-1, L211-2 et L213-3 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les dispositions de l'article L300-1 ;

Vu les statuts de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2018 portant modification des statuts de la CCPE ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 18 septembre 2018 modifiant la compétence Aménagement de l'espace en y intégrant la compétence PLUI ;

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 07 mai 2019 recensant les zones d'activités économiques du territoire ;

Vu les PLU des communes d'Arsy, Blincourt Canly, Chevières, Choisy la Victoire, Estrées Saint Denis, Francières, Grandfresnoy, Héméville, Houdancourt, Le Fayel, Longueil-Sainte-Marie, Montmartin, Moyvillers, Rémy et Rivecourt approuvés ;

Considérant que la CCPE est compétente de plein droit, de par ses statuts, en matière de droit de préemption urbain,

Considérant qu'il est de l'intérêt de la CCPE de conserver le droit de préemption urbain en matière de développement économique et plus particulièrement dans les zones U et AU dédiées aux activités économiques (industrielles, artisanales, commerciales, ...).

Considérant que l'instauration du droit de préemption urbain permet à la CCPE d'acquérir prioritairement, dans les communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé, des terrains faisant l'objet de cessions et situés dans les zones U et AU de ces plans.

Considérant que le droit de préemption urbain vise à favoriser la réalisation d'équipements ou d'opérations d'aménagement répondant aux objectifs définis par l'article L300-1 précité.

Considérant que le Conseil communautaire peut déléguer une partie du droit de préemption aux communes comme prévu à l'article L 213-3 précité.

Le Conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité

DECIDE d'instaurer le droit de préemption urbain tel qu'il résulte des dispositions du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées par les Plans Locaux d'Urbanisme approuvés.

DECIDE de donner délégation aux communes membres pour l'exercice du droit de préemption urbain sur les zones suivantes :

- Pour les communes de Blincourt et Héméville : toutes les zones U du PLU.

- Pour les communes d'Houdancourt, Le Fayel, Montmartin : toutes les zones U et AU du PLU.

- Pour la commune d'Arsy : seul un droit de préemption urbain sur la zone Ue du PLU sera mis en place. Cette zone étant dédiée aux activités économiques, la CCPE y conservera le droit de préemption urbain.

- Pour les communes de Canly, Chevières, Choisy la Victoire, Estrées Saint Denis, Francières, Grandfresnoy, Longueil Sainte Marie, Moyvillers, Rémy, Rivecourt : toutes les zones U et AU du PLU.

La CCPE conservera le droit de préemption urbain dans les zones UI, UIrb, UIr, UIb, UE, UEa, UEi, Ue, 1AUi, 1AUzab, 1AUzcb, 1AUzsb, 1AUzv, 1AUzpb, 1AUzeb, 1AUE, 1AUe, 2AUi.

PRECISE que pour les communes relevant du Règlement National d'Urbanisme (Avrigny, Bailleul le Soc, Epineuse) le Droit de Préemption Urbain sera précisé dans une délibération ultérieure, une fois les PLU communaux ou le PLUIH approuvés.

DONNE pouvoir à Madame la Présidente pour la mise en œuvre de la présente délibération.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'une notification au Préfet de l'Oise, à la Direction Départementale des Territoires, à la Direction Départementale des Finances Publiques, au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre des Notaires de l'Oise, au barreau du TGI de Beauvais, au greffe du TGI de Beauvais.



DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CCPE et dans les mairies concernées pendant un mois.

DIT que la présente délibération fera l'objet d'une mention dans deux journaux locaux.

DIT qu'un registre destiné à retracer toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption et à préciser l'affectation des dits biens sera ouvert au siège de la CCPE et mis à disposition du public, conformément aux dispositions de l'article L213-13 du Code de l'Urbanisme.

*La Présidente certifie, en application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, que le présent acte est rendu exécutoire compte tenu de son dépôt en sous-préfecture le 18 Novembre 2019
Et de sa publication le 18 Novembre 2019*

La Présidente de la Communauté de communes
Sophie MERCIER

Pour extrait conforme,
A Estrées Saint Denis,
Le 15 Novembre 2019

La Présidente,


Sophie MERCIER